

nalité et une unité canadiennes. Je ne crois pas que les Canadiens désirent la balkanisation de leur pays selon les frontières provinciales ou les situations géographiques.

L'hon. M. Pickersgill: Puis-je poser une question au député? N'est-il pas vrai que son parti a adopté la doctrine du binationalisme lors de son congrès?

M. Douglas: Si le secrétaire d'État veut bien patienter, j'en dirai un mot dans quelques instants. J'ai tout le temps qu'il faut, et s'il en va de même pour lui, nous pourrions poursuivre le débat indéfiniment.

L'hon. M. Pickersgill: Je regrette déjà d'avoir posé la question.

M. Douglas: J'essayais de hâter les choses, mais je traiterai sûrement de ce sujet plus longuement quand j'aborderai la question de l'existence des deux nations.

L'hon. M. Pickersgill: Je retire ma question.

M. Douglas: Le secrétaire d'État réussit d'ordinaire à faire adopter les révisions: c'est plus fort que lui. Je disais donc, lorsque j'ai été interrompu sans nécessité, que la population du Canada ne veut pas, à mon avis voir son pays balkanisé suivant les frontières provinciales ou les régions géographiques. Elle veut que les gouvernements provinciaux disposent des revenus nécessaires pour s'acquitter des responsabilités que leur impose la constitution; mais elle veut aussi que le gouvernement fédéral jouisse des pouvoirs législatifs et fiscaux qui sont requis pour favoriser le développement économique et le plein emploi, et pour fournir des possibilités égales à tous les citoyens, où qu'ils vivent.

La tendance de notre époque est à une collaboration économique accrue entre les États, même entre les peuples qui sont depuis des siècles d'irréductibles ennemis et entre les nations qui se sont fait une gloire, par le passé, de leur souveraineté absolue. La Communauté économique européenne est formée de six pays qui sont en voie non seulement d'intégrer leurs économies, mais d'instaurer la libre circulation de leurs ressortissants à travers les frontières nationales et d'uniformiser leurs législations sociales. Quelle ironie si le Canada allait se diviser en dix régions économiquement faibles au moment où l'Europe s'appête à unifier ses régimes économiques en un bloc puissant.

Si les Canadiens veulent connaître la prospérité et le plein emploi et bénéficier de la sécurité sociale voulue, il faudra que l'expansion de notre économie se poursuive.

M. Nielsen: L'honorable député me permet-il de lui poser une question?

[M. Douglas.]

M. Douglas: Il y aurait peut-être moyen d'attendre un peu.

M. Nielsen: Monsieur le président...

M. Douglas: J'ai dit non. J'ai la parole. L'honorable député aurait-il l'obligeance de s'asseoir? Je ne veux pas que l'on m'interrompe.

M. Nielsen: J'invoque le Règlement...

M. le président: L'honorable député demande la parole pour un rappel au Règlement.

M. Nielsen: L'honorable député aurait-il l'obligeance de nous dire la nature du document qu'il est en train de lire?

M. Douglas: La question du Règlement ne se pose pas ici. Je lis des notes qui se rapportent à ce sujet. Si c'est là l'observation la plus sérieuse que l'honorable député du Yukon puisse faire sur ce grave sujet, je pense qu'il devrait garder le silence.

Notre économie ne prendra de l'expansion que si nous pouvons faire la concurrence, sur les marchés mondiaux, aux géants de l'industrie que sont les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne occidentale et le Japon. Nous ne pouvons pas nous livrer à une concurrence de cette envergure si nous fragmentons notre économie. Nous ne prendrons de l'expansion que si nous nous unifions de façon à devenir une entité économique puissante, animée d'un objectif national profond et capable de prendre des décisions à l'échelon national.

Je ne suis pas en faveur d'une centralisation plus poussée, mais je préconise un régime fédéral, dans le cadre duquel une planification entreprise en commun pourrait s'exercer de façon plus intense, au niveau fédéral comme au niveau provincial, et tendre vers des objectifs dignes du Canada. Les appels à l'intérêt personnel lancés aux diverses régions par des démagogues peuvent rallier l'opinion pendant un certain temps, mais je ne pense pas qu'ils s'attirent la faveur de la population en général. Quel bénéfice le pays peut-il retirer du fait qu'une ou deux de ces régions connaissent la prospérité si les autres sont en proie au marasme économique? Une chaîne perd de sa force dès que l'un de ses maillons faiblit et la Confédération ne peut être forte que par la force de ses membres. Si le Canada veut grandir et connaître la prospérité, il doit être uni. Celui qui a des parents pauvres se sent peut-être supérieur, mais cela ne crée pas des amitiés durables. Si le Canada veut aller de l'avant il doit travailler à cette fin comme une seule nation, où fleurissent deux langues...

M. Nielsen: Monsieur le président, j'invoque le Règlement. J'ai observé l'honorable député